

Coller ci-dessous l'étiquette code barre correspondant à l'épreuve

Z4 - 00062



0270-00-267994

ESCP_AEHE

Date : 07/05/18

Epreuve / Sous épreuve : ESH ESCP

Code Epreuve : 270

Nombre de copies supplémentaires :

Note

attribuée :

19

Doit-on considérer que la désindustrialisation constitue un processus inéluctable dans un pays développé ?

« En s'acharnant sur ses industries, la France devient petit à petit une simple colonie numérique de la Silicon Valley. » (Léonard ALEXANDRE, Google démocrate, 2011). La France et les Etats-Unis ne semblent alors pas voir la désindustrialisation de la même manière, ce qui influe sur leurs politiques menées.

La désindustrialisation renvoie à une diminution de la part de l'industrie dans le PIB (Produit intérieur brut), c'est-à-dire le secteur de production de biens manufacturés. Il s'agit bien d'un « processus » car il s'exerce sur la durée : depuis leur première vague de désindustrialisation des années 1970, les pays d'Europe de l'Ouest font l'expérience d'un déclin croissant de leur industrie. Ce n'est cependant pas un phénomène partout homogène comme le supposerait le « Ça » : l'Allemagne conserve 15% des emplois industriels en Europe, et connaît alors une désindustrialisation moins poussée que ses homologues européens.

Mais c'est un phénomène qui touche quand même la plupart des pays développés, plus ou moins profondément. Ces pays sont souvent caractérisés par un IDH « fort » (Indicateur de développement humain), garant d'une relative qualité de l'éducation, la santé, et des revenus par habitant.

Les pays développés ont connu une première industrialisation à la Révolution industrielle, tandis que l'industrialisation des pays en développement est bien plus récente. Selon ROSTOW, ces pays développés (la Grande-Bretagne, France, Allemagne, États-Unis...) ont ensuite connu un développement similaire et surtout linéaire. ROSTOW remarque cinq étapes : la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage, l'ère vers la maturité, la société de consommation (des étapes de la croissance économique, 1960). Dans cette logique, d'autres pays ont pu les rattraper et peuvent alors aussi être assimilés à des pays développés (Chine, Japon...)

Cette désindustrialisation commune à ces pays pose la question d'une linéarité du développement qui se perpétue. Ce serait un processus « inéluctable » : fatalement, il devait arriver, et on ne peut rien y faire pour le contrer. Les pays développés connaissent en effet une financiarisation croissante (HILGERS parle d'« économie de marché » (1988)) qui incite à la concentration dans les coeurs de métier, mais ils affichent aussi des gains de productivité dans l'industrie, une concurrence croissante des pays émergents... Faisant de la désindustrialisation un phénomène inévitable et incontrôlable.

Pourtant, « un » pays développé ne voit pas forcément les choses du même angle qu'« un » autre. Le sujet implique une interrogation sur le « devoir de considérer » : si on considère en effet la désindustrialisation comme un processus inéluctable, il s'agira d'« abandonner » l'industrie. Le « on » se réfère aux États et aux entreprises : face à cette désindustrialisation commune aux pays développés aujourd'hui, que faire ? Faut-il abandonner les industries et se concentrer sur d'autres secteurs ? Faut-il lutter contre ce déclin et ne pas le considérer

comme inéluctable ? Ou cela s'apparenterait-il à un acharnement, comme le dit Laurent ALEXANDRE sur la France ? En fin de compte, les pays développés doivent-ils abandonner l'industrie ?

Le caractère inéluctable de la désindustrialisation semble aujourd'hui évident dans certains pays développés (I), bien que d'autres ne la considèrent pas comme telle et ne veulent pas abandonner l'industrie (II). Cela peut-être considéré comme de l'acharnement au vu de la structure du pays qui doit être prise en compte pour trouver le bon équilibre (III.)

* * *

Le caractère inéluctable de la désindustrialisation (A) semble largement accepté aujourd'hui et encourage l'abandon progressif de l'industrie (B), pour se rediriger vers des secteurs plus porteurs d'opportunités (C.).

Dans un pays développé, la désindustrialisation semble être un processus inéluctable.

La typologie de ROSTON donne en tout cas à croire à une homogénéité de ces pays qui présenteraient aujourd'hui des caractéristiques fatalement désindustrialisantes. Un pays développé connaît par exemple globalement des gains de productivité plus élevés dans l'industrie que dans les autres secteurs : les prix diminuent alors, diminuant aussi le poids de l'industrie dans le PIB et amenant des effets d'entraînement (Alfred SAUNDY, La machine et le chômage, 1952). Le pouvoir d'achat libéré s'oriente vers d'autres secteurs qui vont alors

relativement participer à cette désindustrialisation. Par ailleurs, dans une logique linéaire, d'autres pays doivent attraper ces pays déjà développés. La deuxième vague de désindustrialisation européenne dans les années 1980-1990 a été causée par des coûts trop concurrentiels dans ces pays émergents, qui les rend plus aptes à se spécialiser dans l'industrie (David RICARDO, Principes de l'économie politique et de l'impôt, 1817). La main-d'œuvre peu qualifiée notamment en est moins coûteuse, ce qui incite à la concentration dans le cœur de métier, passant par l'externalisation de certaines tâches dans ces pays. Le passage, qui apparaît aussi linéaire, à une « économie de marché » (HICKS, 1988) favorise ce genre de pratiques pour maximiser le chiffre d'affaires et répondre aux exigences des actionnaires en termes de ROE (Return on equity).

Dans un pays développé, la désindustrialisation semble alors inévitable.

Il faut alors l'accepter : nous devons la considérer comme telle pour accompagner son déclin.

Les États s'occupent alors de ce « ou » ici : en considérant le processus comme inévitable, ils l'acceptent, et peuvent avancer en menant des politiques appropriées. Si LIST et HAMILTON pouvaient de « protectionnisme éducatif » (Système d'économie politique, 1841), MARSHALL élargit en 1890 la théorie pour les industries en déclin. Considérer le processus de désindustrialisation comme inévitable, c'est pouvoir accompagner son déclin. La disparition d'une entreprise dans l'industrie a des conséquences certaines car l'industrie exerce des « effets d'entraînement » sur le reste de

l'économie. Selon une étude du bassin grenoblois, un emploi créé dans l'entreprise MICROELECTRONICS en crée six autres ailleurs tout le long de la chaîne de valeur à recourir à nombreux secteurs. Il faut alors accompagner ces pertes d'emploi ! Le FSE (Fonds social européen) par exemple veille au bon déroulement des formations mises en place dans le cadre de reconversions.

Le ^{Dr} Etat doit alors considérer le processus de désindustrialisation comme inéluctable pour l'accompagner dans son déclin.

Cela permet alors d'avancer : Etat comme entreprises peuvent se rediriger vers des secteurs plus porteurs d'opportunités.

Si l'industrie n'occupe que 21% du PIB aujourd'hui, le primaire n'en représente que 3%. Il y aurait alors beaucoup à faire : dès 1967, Henri MEUDRAS parlait pourtant de la

fin des paysans. La modernisation agricole a éclaté le groupe social des agriculteurs, qui ont laissé leur place à des unités plus sophistiquées et productives. Mais Kaushik BASU souligne l'importance d'une « 2^e révolution agricole », « plus verte ». Celle permettrait de diminuer les dommages environnementaux du secteur primaire.

Mais la voie privilégiée des pays développés semble être le tertiaire, qui pèse pour 76% environ de leur PIB. Dans une logique de maximisation du chiffre d'affaire, l'hégémonie des GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple) montre à quel point ce secteur peut être davantage porteur d'opportunités. L'avènement des économies de plateforme aujourd'hui renforce cette idée (Uber, Air Bnb ...)

Finalement, dans un pays développé, le processus de désindustrialisation semble inéluctable, et son acceptation nécessaire au bon fonctionnement du marché. Cependant, cet abandon des industries ne semble pas relever d'une logique défaitiste ? Faut-il abandonner ces industries, sans lutter ?



Dans une logique contraire, que le processus de désindustrialisation soit inéluctable ou non, certains pays développés ne veulent pas abandonner leurs industries. Elles ne sont pas forcément en déclin (A), et on peut lutter contre ce déclin dans le cas contraire (B), et impulser le secteur (C).

Dans un pays développé, la désindustrialisation n'est pas toujours un processus inéluctable.

On propose bien « un » pays développé tout chacun a une structure qui lui est propre. Dans cette DIPP (division internationale des processus productifs), les pays développés ne se situent pas constamment à l'origine de la chaîne, externalisant les tâches intermédiaires ailleurs. L'Allemagne par exemple ne connaît pas une désindustrialisation aussi profonde que ses homologues européens. Le « Made in Germany » jouit d'un succès qui se doit à sa qualité : l'Allemagne externalise des tâches intermédiaires mais prend en charge nombre d'activités généralement externalisées. Les

vertues allemandes jouissent alors d'un succès international qui permet aux industries allemandes de vivre.

Un pays développé ne connaît alors pas inéluctablement un processus de désindustrialisation.

En ne considérant pas ce processus comme inéluctable, on peut lutter contre le déclin des industries, que l'on remet en cause.

Dans la logique de LST et HAMILTON, on peut protéger ses industries de la concurrence étrangère par les subventions. Ces politiques protectionnistes permettent aux industries domestiques de se développer sans affronter la concurrence étrangère d'un pied inégal tant elles subissent des coûts d'apprentissage, ou une concurrence trop forte en termes de coûts du travail. Sans ces barrières, une entreprise en quête de profit peut être tentée par l'internationalisation : pour contourner ces facteurs de désindustrialisation, l'Etat peut intervenir. « Je nationalise mieux qu'on ne m'internationalise pas. » s'exclamait le président français François MITTERRAND en 1993, ayant opté pour la nationalisation.

L'Etat peut également lutter contre l'influence écrasante des actionnaires dans les décisions prises d'une entreprise. Dans le secteur financier, le ROE est en moyenne de 15 à 25%, ce qui incite les entreprises à se concentrer sur leur cœur de métier.

La façon promue alors un modèle de Finance J (AOKI), mais dualiste entre les managers et les actionnaires. Le programme SMALL BUSINESS européen mis en place en 2007 propose des aides aux PME (petites et moyennes entreprises) qui limitent alors leur

dépendance financière et leur redonne les commandes de leur gouvernance. Des géants de l'industrie peuvent aussi mener à un déclin du secteur tant le monopole s'accepte un surplus. Les politiques américaines SHERMAN ANTI TRUST ACT (1890) et CLAYTON ACT (1914) ont alors fait exploser le géant du raffinage de pétrole ROCKEFELLER en 34 entités en 1911, redonnant du souffle à l'industrie.

Considérer la désindustrialisation comme un processus qui n'est pas inéluctable, c'est pouvoir lutter contre son déclin.

Et surtout, c'est pouvoir l'impulser, la faire renaître.

La politique de l'offre menée par François HOLLANDE semble alors viser au sauvetage des industries. Le CICE (crédit innovation compétitivité emploi) au CIR (crédit impôt recherche) permettent aux industries de faire face à la concurrence étrangère plus facilement. Dans le continuation d'HOLLANDE, Emmanuel MACRON a prévu pour le budget 2018 une baisse de 8 milliards d'euros en termes de fiscalité des entreprises.

Cependant, ce genre de politiques peuvent être contre-productives. En Europe, l'acharnement sur les politiques de la concurrence a fait qu'aujourd'hui, il n'y a aucun géant industriel européen. Les subventions entraînent quant à elles une baisse du surplus du consommateur.

En conséquence, certains pays développés ne considèrent pas la désindustrialisation comme un phénomène inéluctable et luttent contre le déclin des industries. Cela relève, pour Laurent

ALEXANDRE, à de l'« acharnement. »

✶
✶ ✶

Un pays développé doit aussi trouver, par rapport à sa structure, le bon équilibre en termes de politiques industrielles. Sans s'acharner inutilement (A.), il doit adapter ses industries aux chaînes de valeur (B.), et reconnaître, s'il y en a, ses potentialités (C).

Un pays développé ne considère pas toujours le processus de désindustrialisation comme inéluctable et peut aussi s'acharner dans le sauvetage de ses industries.

La situation européenne est aujourd'hui parlante. Aucune entreprise européenne n'est assez grande pour continuer à faire vivre l'industrie. Pourtant, en France notamment, les politiques de sauvetage continuent. En se concentrant sur l'industrie, la France devient une « colonie de la Silicon Valley » pour Laurent ALEXANDRE (Google démocrate, 2011). Les États-Unis ont avancé et se seraient dédiés au tertiaire, où leur hégémonie est de plus en plus écrasante. Il semble que le retard industriel soit trop profond pour permettre une ré-impulsion du secteur.

Un pays développé doit aussi s'adapter : il doit savoir adapter son industrie aux chaînes de valeur en jeu.

Il est clair qu'un pays ne pourra pas « totalement » abandonner le secteur industriel. Mais il convient de mesurer son influence sur le reste de l'économie pour prendre des mesures

adaptées. Patrick VERLEY parle lui d'« hyperindustrialisation ». Un pays développé a en général un secteur industriel au centre du système national : que ce soit dans les services ou le primaire, l'industrie a toujours un rôle dans la chaîne de valeur (cf. Hyperindustrialisation, 1997). Ceci renverse alors notre questionnement : les pays développés ne connaissent pas une désindustrialisation mais une hyperindustrialisation. Il convient alors de repérer les secteurs où elle joue le plus, sans s'acharner sur des pans de l'industrie qui n'ont pas de rôle majeur sur le reste de l'économie.

Ainsi, il ne faut pas considérer le processus de désindustrialisation comme inéluctable.

Cela conduirait à un abandon des industries, alors que États comme entreprises pourraient encore tirer profit de ses potentialités. L'entrepreneur américain Elon MUSK semble alors donner un tout nouveau souffle à l'industrie. Ses entreprises TESLA MOTORS ou SOLAR CITY montrent les opportunités que l'industrie peut encore offrir, même dans un pays développé.

*
* *

En conclusion, le phénomène de désindustrialisation semble toucher la majorité des pays développés aujourd'hui et s'affirmer comme un phénomène inéluctable. La considère comme telle, c'est prendre la décision de progressivement abandonner les industries : en accompagnant leur déclin, et en se redirigeant vers d'autres secteurs.

Mais cette vision de la désindustrialisation peut sembler défaitiste. L'Allemagne montre qu'il ne s'agit pas d'un phénomène inéluctable pour tous les pays développés. A l'instar de la France, on peut alors lutter contre ce déclin et ré-impulser le secteur industriel.

Cependant, cela relève de l'acharnement pour certains. Sans s'acharner, il convient de prendre la bonne mesure de ce phénomène qui se déploie aujourd'hui dans toute l'économie sous la forme d'une « hyperindustrialisation ». Il ne faut donc pas considérer que le processus de désindustrialisation est inéluctable dans un pays développé. Cela incite à un abandon aveugle des industries, alors que le succès de TESLA ROTORS (2023) par exemple nous montre encore des opportunités qu'il faut saisir.